



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 26 novembre 2013

Agenda

Lundi 2 décembre

-9h30 : Entretiens académiques : « *Inégalités et sentiment de justice* » présentés par **Bertrand COLLOMB**.

-15h: **Jean-Claude CASANOVA**, membre de l'Académie : « *L'unification de l'Europe et la politique française* ».

-17h30 : Remise des Prix Bonnefous de l'Institut (Grande salle des séances)

Lundi 9 décembre

-15h: **Bruno LAFONT**, PDG de Lafarge : « *Un groupe français leader dans un monde qui change* ».

Mardi 10 décembre

--9h30 : Entretiens académiques, en partenariat avec la Fondation Croissance Responsable (Institut de France) : « *Quelle finance pour une croissance responsable ?* » présentés par **Bertrand COLLOMB**.

Lundi 16 décembre

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-12h30 : déjeuner des Académiciens.

-15h: **Amin MAALOUF**, de l'Académie française : « *La langue française et son rôle dans le monde* ».

Lundi 6 janvier

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-12h30 : déjeuner des Académiciens.

-15h: **Gabriel de BROGLIE**, Chancelier de l'Institut : « *L'institution académique des sciences morales et politiques* ».

Lundi 13 janvier

-15h: **Didier SICARD**, Professeur de médecine à Paris-Descartes, ancien président du Comité consultatif national d'éthique : « *La politisation éthique de la morale* ».

Lundi 20 janvier

-15h: **Renaud DENOIX de SAINT MARC**, membre de l'Académie (section générale) : « *La moralisation de la politique* ».

Séance du lundi 25 novembre

Après approbation du procès verbal de la séance du lundi 4 novembre, le président **Bertrand Collomb** a, au nom de la section Législation, droit public et jurisprudence, déclaré vacant le fauteuil occupé précédemment par **Alain Plantey**, décédé le 3 mars 2013, et a annoncé le calendrier d'élection suivant :

- Vendredi 17 janvier : clôture du dépôt des candidatures.
- Lundi 20 janvier : réunion de la section.
- Lundi 3 février : élection en séance publique.

Le président Bertrand Collomb a fait procéder aux dépôts d'ouvrages (cf. page suivante), puis il a passé la parole à **Catherine Paradeise**, professeur émérite à l'Université Paris Est et à l'Institut francilien Recherche-Innovation-Société, qui a fait une communication sur le thème de « la France face aux dilemmes actuels de l'enseignement supérieur dans le monde ».

Au cours de son exposé, l'oratrice a insisté sur les spécificités françaises, souvent des handicaps, en matière d'enseignement supérieur, dénonçant « une France qui n'aime pas ses universités » et déplorant « le peu de considération où l'on tient les universités, réaffirmée par la récente loi ESR » qui réserve « aux meilleurs bacheliers un droit d'accès... aux classes préparatoires ». Poursuivant son constat, elle a souligné que les universités françaises « au fil de la croissance des taux d'accès à l'enseignement supérieur, ont acquis l'importante fonction sociale de servir de bassin de rétention de jeunes qui s'y trouvent par défaut, faute d'avoir réussi à franchir la porte des écoles et d'avoir accès à un marché du travail déprimé, situation paradoxalement entretenue par le refus de la sélection, des parcours spécifiques et des droits d'inscription aux diplômes nationaux, aussi minimes soient-ils, dont les bien-pensants font un symbole de démocratie, alors même que leurs effets anti-redistributifs restent débattus. La prudence politique conduit ainsi à des absurdités, tel que l'abandon rapide en cours d'études, qui engage néanmoins des coûts considérables et contribue à dégrader l'image des conditions d'accueil à l'université et de la qualité des formations qu'elles proposent, ou la sélection par tirage au sort dont notre ministre affirme qu'elle ne concerne "qu'un tiers des formations" . »

Catherine Paradeise a conclu : « Alors que se développe d'une part le marché privé de la formation professionnelle et que l'asymétrie entre écoles et universités entretient le cercle vicieux de leur affaiblissement, la modestie de l'autonomie concédée aux universités les handicape pour développer leurs propres niches, alors que plusieurs universités européennes parviennent à se repositionner de façon flatteuse sur la scène internationale. Un mouvement décisif a été engagé depuis 2006. La question est aujourd'hui de savoir si les acteurs en présence – des politiques aux familles en passant par le corps professoral et les établissements – acceptent de le consolider et de clarifier le paysage, ou si chacun préfère stagner au milieu du gué, faisant de notre système d'enseignement supérieur l'héritier calamiteux de complexités accumulées. »

À l'issue de sa communication **Catherine Paradeise** a répondu aux questions que lui ont posées **Yvon Gattaz**, **Jean-Robert Pitte**, **Jean Tirole**, **Michel Pébereau**, **André Vacheron**, **Georges-Henri Soutou** et **Jean Mesnard**.

Dépôts d'ouvrages de la séance du lundi 25 novembre

- **François d'Orcival** a présenté :
- *Les Académiciens racontent Napoléon – L'intime et l'exceptionnel*, ouvrage auquel il a contribué, établi sous la direction d'Hélène Renard, correspondante de l'Académie, et d'Anne Jouffroy, et préfacé par **Jean Tulard** (Paris, Flammarion, 2013, 501 pages) ;
- *La puissances des nations*, ouvrage d'André Yché, préfacé par **Jean Tulard** (Paris, Economica, 2013, 239 pages)
- Le général **Michel Forget**, correspondant de l'Académie, a présenté *Joukov, l'homme qui a vaincu Hitler*, ouvrage de Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri (Paris, Perrin, 2013, 732 pages).

Dans la presse et sur internet

- Sur le site de la Erasmus Universiteit Rotterdam : « Prof. Dr. **Rémi Brague** gives the centennial lecture 'Why Europe is in need of a strong concept of the good'. Brague (Sorbonne Paris, Munich, Boston and member of the Académie des Sciences Morales et Politiques) is an eminent expert of Europe's complex cultural identity, both of its ancient and medieval and modern sources. With his work *Eccentric Culture (Europe la voie romaine)*, he gained wider global fame. Although the book was translated into 14 languages, it was hitherto not available in Dutch. After his lecture at the Erasmus University Rotterdam, the Dutch translation will be offered to Brague. »
- **Ghislaine Alajouanine**, correspondante de l'Académie (section Morale et sociologie) : « "La révolution du soigner" », c'est maintenant ! Appel au président de la République », dans *Le Quotidien du Médecin* en date du lundi 4 novembre. Extrait : « Monsieur le Président, Président de tous les Français, lancez un grand chantier "Haute Sécurité Santé" : un plan quinquennal "HS2" à travers tout notre pays. Lancez un plan de construction d'un million de logements en Haute Sécurité Santé (il manque actuellement 800 000 logements, cela va "booster" notre économie !). Être soigné et rassuré, rester parmi les siens, c'est le vœu des Français qui ne comprendraient pas des divergences politiques autour de ce sujet qui fait consensus. Dix arguments pour lancer un Grand Chantier Présidentiel fédérateur et ambitieux : un plan quinquennal Haute Sécurité Santé HS2. [...] 5°) Parce que, sur le plan économique, le monde industriel de la filière Santé a changé. Il est passé du tout biologique et curatif (représenté par l'industrie pharmaceutique et défendu par son puissant syndicat le LEEM, plus de 200 000 salariés et 50 milliards d'euros) à une nouvelle ère : celle du préventif et du numérique appliqué à la santé, par l'apport des nouvelles technologies. Le secteur des dispositifs médicaux et logiciels représente plus de 5 000 entreprises, environ 20 milliards d'euros, 100 000 salariés. Cette nouvelle situation appelle à une "Révolution du Soigner" capable de répondre au marché du futur : le "Homecare" (30 ans de croissance, 500 milliards d'euros). D'où la nécessité d'une organisation, une Union Syndicale des Industries et Technologies de Santé qui saura embrayer une industrialisation suffisante et intéresser les investisseurs. »

À savoir et à lire sur le site de l'Académie

- **Jacques de Larosière** a ouvert le Congrès des Caisses d'épargne européennes le 30 octobre dernier à Bruxelles. Il a souligné le danger pour la croissance européenne de certains aspects de la réglementation bancaire qui se traduiraient par une réduction significative des crédits bancaires à l'économie. Extrait du discours : « Some four years lie ahead of us on the road that leads to the final dates for complying with all the different pieces of regulation already adopted or being discussed. Those few years are essential if Europe is to consolidate its present fragile signs of recovery. A rigorous assessment of banks' balance sheets is, of course, essential. But more new credit by well capitalized banks to valid projects will be needed and should not be hampered. Let us not endanger this process by too much pro-cyclical regulation and let retail banks play their irreplaceable proximity role. »
- Le 7 novembre, à Zurich, **Jacques de Larosière** a participé à la Conférence annuelle des responsables-risques des compagnies d'assurance mondiales. Il a prononcé à cette occasion une conférence sur "le monde en 2050". Extrait du discours : « The long term growth picture projected by multilateral institutions is, on the whole, an encouraging one. It shows the strong development of the world economy, a shift in economic power towards the emerging countries and a significant rise in income as well as less inequalities. Asia in particular has been regaining historical lost ground since the 18th century and is on its way of recapturing its previous share at 50% of world GDP. Hopefully, this could also be a picture of a more balanced international financial system. [...] But this optimistic outcome is in no way "guaranteed". Aside geopolitical or catastrophic upheavals, that could upset the development process here described, there are fundamental conditions to achieve: #Maintaining an open trade policy. #Fostering education, human capital and physical infrastructure (notably in energy, water, transportation, environment...). #Adjusting, when needed, fiscal positions in order to "free" savings for private investments. #Co-operating towards a more harmonized global macro-economic balance. »